

Table des matières

Introduction	13
I. Qu'est-ce que le droit ?	13
II. Qu'est-ce que le droit constitutionnel ?	14

Partie I

Les grandes notions du droit constitutionnel

Chapitre 1	
L'État	19
<i>Section I</i>	
La notion d'État	19
§ 1. Les conceptions de la naissance de l'État	19
§ 2. Les caractéristiques de l'autorité étatique	20
§ 3. L'État, le droit naturel et le positivisme	24
§ 4. Les critiques de l'État	25
<i>Section II</i>	
Les conditions d'existence de l'État	26
§ 1. Le territoire	26
§ 2. La population ou la nation	27
§ 3. Le gouvernement	29
<i>Section III</i>	
Les formes d'organisation de l'État	29
§ 1. L'État unitaire	29
§ 2. Les États composés	40
Chapitre 2	
La Constitution	49
<i>Section I</i>	
La notion de Constitution	50
§ 1. Constitution et État	50
§ 2. Constitution sociale et Constitution politique	51
§ 3. Constitution et constitutionnalisme	52

Section II	
Les différentes formes de Constitution	53
§ 1. Les constitutions écrites	53
§ 2. Les constitutions coutumières	53
§ 3. Les constitutions souples	56
§ 4. Les constitutions rigides	56
Section III	
L'élaboration et la révision de la Constitution	59
§ 1. L'établissement de la Constitution	60
§ 2. La révision de la Constitution ou le pouvoir constituant dérivé	61
Section IV	
La Constitution et la hiérarchie des normes juridiques	64
Section V	
La coutume constitutionnelle	66
Section VI	
Les « conventions de la Constitution »	68
Section VII	
Les Déclarations des droits	69
Chapitre 3	
Le contrôle de constitutionnalité	73
Section I	
L'expérience du contrôle politique de constitutionnalité	74
Section II	
Le débat sur la nécessité d'instaurer un contrôle de constitutionnalité des lois	75
Section III	
Le modèle américain de justice constitutionnelle	76
§ 1. Les caractéristiques du modèle américain	76
§ 2. La Cour suprême des États-Unis	77
Section IV	
Le modèle européen de justice constitutionnelle	81
§ 1. L'origine du modèle européen	81
§ 2. Les caractéristiques du modèle européen	81
Chapitre 4	
La démocratie	85
Section I	
La théorie de la souveraineté nationale et la démocratie représentative	86
Section II	
La théorie de la souveraineté populaire et la démocratie directe	88

Section III	
La démocratie semi-directe	90
§ 1. La notion de démocratie semi-directe	90
§ 2. Les techniques de démocratie semi-directe	90
§ 3. La France et la démocratie semi-directe	95
Section IV	
Le droit de pétition	96
§ 1. Le droit de pétition et le Parlement	96
§ 2. Le droit de pétition local	97
§ 3. La saisine du Conseil économique, social et environnemental par voie de pétition citoyenne	97
Section V	
La protection de la démocratie	98
Chapitre 5	
Séparation des pouvoirs et régimes politiques	101
Section I	
Le principe de la séparation des pouvoirs	102
§ 1. John Locke	102
§ 2. Montesquieu	102
Section II	
Les formes classiques de la séparation des pouvoirs	103
§ 1. La séparation souple des pouvoirs ou le régime parlementaire	103
§ 2. La séparation stricte des pouvoirs ou le régime présidentiel	121
Section III	
La négation du principe de la séparation des pouvoirs : les régimes de confusion des pouvoirs	130
§ 1. La confusion des pouvoirs au profit du législatif ou le régime d'assemblée	130
§ 2. La confusion des pouvoirs au profit de l'exécutif ou le régime autoritaire	132
Section IV	
Les limites de la théorie de la séparation des pouvoirs	134
Chapitre 6	
Les modes de scrutin	135
Section I	
Les systèmes proportionnels	136
§ 1. La proportionnelle intégrale	136
§ 2. La proportionnelle approchée	137
§ 3. Les « seuils » de représentation	138
§ 4. Avantages et inconvénients du système proportionnel	138

Section II	
Les systèmes majoritaires	138
§ 1. Le scrutin uninominal	138
§ 2. Le scrutin plurinominal	139
§ 3. Le scrutin majoritaire à un tour	139
§ 4. Le scrutin majoritaire à deux tours	141
§ 5. Les effets du scrutin majoritaire à deux tours sous la V ^e République	143
§ 6. Avantages et inconvénients du système majoritaire	144
Section III	
Les systèmes mixtes	144
§ 1. Le système français des « apparentements »	145
§ 2. La loi électorale municipale française	146
§ 3. Le système mixte allemand	146
§ 4. L'introduction d'une part de proportionnelle pour l'élection en France des députés	147

Partie II

Les institutions politiques françaises

Chapitre 1	
La Constitution française de 1958	153
Section I	
L'origine de la Constitution de 1958	153
Section II	
L'élaboration de la Constitution de 1958	154
§ 1. La rédaction de l'avant-projet de Constitution	155
§ 2. Les conditions de fond énoncées par la loi constitutionnelle du 3 juin 1958	155
§ 3. Les conditions de forme énoncées par la loi constitutionnelle du 3 juin 1958	157
§ 4. La régularité de la procédure utilisée pour élaborer la Constitution de 1958	158
Section III	
Les caractéristiques essentielles de la Constitution de 1958	160
§ 1. La Constitution de 1958 et la restauration du pouvoir exécutif	160
§ 2. La Constitution de 1958 et l'infériorisation du pouvoir législatif	161
§ 3. La Constitution de 1958 et le régime parlementaire	161
§ 4. La Constitution de 1958 et les partis politiques	162
§ 5. La Constitution de 1958 et l'Union européenne	163

Section IV	
La Constitution de 1958 à l'épreuve de la pratique	164
§ 1. Constitution et présidentialisme	164
§ 2. Constitution et cohabitation	165
Section V	
Les révisions de la Constitution de 1958	166
§ 1. Les procédures de révision	167
§ 2. Les révisions de la Constitution de la V ^e République	169
Chapitre 2	
L'élection et le statut du président de la République	171
Section I	
L'élection du président de la V^e République	171
§ 1. Le système initial : l'élection au suffrage universel indirect	171
§ 2. Le système actuel : l'élection au suffrage universel direct	172
§ 3. Les critiques du mode actuel de désignation du Président de la République	176
Section II	
Le statut du président de la V^e République	178
§ 1. Le quinquennat présidentiel	178
§ 2. L'interruption du mandat présidentiel	179
§ 3. Le statut pénal du chef de l'État	180
§ 4. L'irresponsabilité politique du président de la République	183
Chapitre 3	
Les pouvoirs du président de la République	185
Section I	
Les pouvoirs propres du président de la République	185
§ 1. La nomination du Premier ministre	185
§ 2. Le référendum législatif de l'article 11	186
§ 3. Le pouvoir de dissolution	187
§ 4. Les pouvoirs exceptionnels de l'article 16	189
§ 5. Le droit de message du chef de l'État et l'intervention du Président devant le Parlement	191
§ 6. Le droit de saisine du Conseil constitutionnel	192
§ 7. Le pouvoir de nommer trois des membres du Conseil constitutionnel	192
Section II	
Les compétences liées du Président de la République	193
§ 1. Les pouvoirs présidentiels vis-à-vis du Parlement	193
§ 2. La signature des ordonnances et des décrets	194
§ 3. La nomination et la « révocation » des ministres	197
§ 4. Les pouvoirs présidentiels concernant l'autorité judiciaire	198

§ 5. La présidence du Conseil des ministres	198
§ 6. La nomination aux emplois supérieurs de l'État	199
§ 7. Le président et la procédure de révision de l'article 89	200
§ 8. Les pouvoirs diplomatiques et militaires	201
§ 9. Le chef de l'État et les consultations locales	202
§ 10. Le référendum de l'article 88-5	203
Chapitre 4	
L'organisation du Gouvernement	205
<i>Section I</i>	
La nomination du Gouvernement	205
<i>Section II</i>	
Les incompatibilités gouvernementales	206
<i>Section III</i>	
Les obligations en matière de transparence et de déontologie	207
<i>Section IV</i>	
La responsabilité pénale des membres du Gouvernement	208
§ 1. La responsabilité pénale pour les actes extérieurs aux fonctions ministérielles	208
§ 2. La responsabilité pénale pour les actes accomplis dans l'exercice des fonctions ministérielles	208
<i>Section V</i>	
La composition du Gouvernement	211
§ 1. Les ministres d'État	211
§ 2. Les ministres ordinaires	211
§ 3. Les ministres délégués	211
§ 4. Les secrétaires d'État	211
§ 5. Haut-commissaire	212
<i>Section VI</i>	
Les formations gouvernementales	212
§ 1. Le Conseil des ministres	212
§ 2. Les conseils restreints	213
§ 3. Les conseils de cabinet	213
§ 4. Les comités interministériels	213
<i>Section VII</i>	
Les cabinets ministériels	216

Chapitre 5	
Les pouvoirs du Gouvernement	219
<i>Section I</i>	
Les pouvoirs du Premier ministre	219
§ 1. Le Premier ministre est le chef du Gouvernement	219
§ 2. Le pouvoir de proposition du Premier ministre	220
§ 3. Les avis donnés par le Premier ministre au président de la République	220
§ 4. Le Premier ministre, suppléant du président de la République	220
§ 5. Le pouvoir réglementaire	220
§ 6. Le pouvoir de saisir le Conseil constitutionnel	221
§ 7. Le pouvoir de nomination	221
§ 8. La responsabilité de la Défense nationale	221
§ 9. Les pouvoirs du Premier ministre vis-à-vis des assemblées parlementaires	221
<i>Section II</i>	
Les pouvoirs du Gouvernement	222
§ 1. La détermination et la conduite de la politique de la nation	222
§ 2. Le pouvoir de disposer de l'administration et de la force armée	222
§ 3. Les pouvoirs du Gouvernement vis-à-vis du Parlement	222
§ 4. Le pouvoir de légiférer par ordonnance	223
§ 5. Le pouvoir de proposition	225
§ 6. Les pouvoirs de crise	225
Chapitre 6	
Le Parlement	227
<i>Section I</i>	
La composition du Parlement	227
§ 1. L'Assemblée nationale	228
§ 2. Le Sénat	228
§ 3. Le débat sur la réduction du nombre de parlementaires	229
<i>Section II</i>	
Le statut des parlementaires	231
§ 1. Les incompatibilités parlementaires	231
§ 2. Les immunités parlementaires	231
§ 3. L'indemnité parlementaire	232
§ 4. Les obligations en matière de transparence et de déontologie	233
<i>Section III</i>	
L'organisation du Parlement	236
§ 1. Les organes des assemblées parlementaires	236
§ 2. Les réunions du Parlement	242

Section IV	
La fonction législative du Parlement	244
§ 1. Le domaine de la loi	244
§ 2. La jurisprudence du Conseil constitutionnel	245
§ 3. L'inflation législative	247
§ 4. L'influence de l'Union européenne sur la loi française	248
§ 5. La procédure législative ordinaire	248
§ 6. Les procédures législatives spéciales	253
Chapitre 7	
Le contrôle parlementaire	257
Section I	
Les commissions d'enquête parlementaires	257
Section II	
Les déclarations du Gouvernement devant les Assemblées	258
Section III	
Les résolutions	259
Section IV	
Les questions parlementaires	260
§ 1. Les questions écrites	260
§ 2. Les questions orales	261
§ 3. Les questions au Gouvernement	261
Section V	
Le contrôle parlementaire de la politique européenne	261
§ 1. Les commissions parlementaires chargées des affaires européennes	261
§ 2. Le contrôle parlementaire du principe de subsidiarité	262
§ 3. Les résolutions européennes	262
Section VI	
Le contrôle parlementaire sur l'envoi de forces armées	263
Section VII	
L'approbation par le Sénat d'une déclaration de politique générale (art. 49 alinéa 4, Const.)	263
Section VIII	
La mise en jeu de la responsabilité politique du Gouvernement	264
§ 1. La question de confiance (art. 49 alinéa 1, Const.)	264
§ 2. La motion de censure (art. 49 alinéa 2, Const.)	265
§ 3. L'engagement de responsabilité sur le vote d'un texte (art. 49 alinéa 3, Const.)	266
Section IX	
L'évaluation et le contrôle des politiques publiques	267

Chapitre 8	
Le Conseil constitutionnel	269
Section I	
La composition du Conseil constitutionnel	270
§ 1. Les membres de droit	270
§ 2. Les membres nommés	270
§ 3. Le président du Conseil constitutionnel	271
Section II	
Le statut des membres du Conseil constitutionnel	272
§ 1. Les incompatibilités	272
§ 2. Les obligations	272
Section III	
Les normes constitutionnelles de référence : le bloc de constitutionnalité	273
§ 1. Les éléments du bloc de constitutionnalité	273
§ 2. Les éléments n'appartenant pas au bloc de constitutionnalité	276
§ 3. Le bloc de constitutionnalité et les contrôles <i>a priori</i> et <i>a posteriori</i>	277
Section IV	
Les compétences du Conseil constitutionnel	278
§ 1. Le contrôle de la répartition des compétences entre le législateur et le pouvoir réglementaire	278
§ 2. Le contrôle des lois organiques et des règlements des assemblées parlementaires	279
§ 3. Le contrôle des lois ordinaires	280
§ 4. Le contrôle des engagements internationaux	286
§ 5. Les autres compétences du Conseil constitutionnel	289
Section V	
L'autorité des décisions du Conseil constitutionnel	292
Section VI	
Les critiques adressées au Conseil constitutionnel	293
Chapitre 9	
Les autres organes constitutionnels	295
Section 1	
Le Conseil économique social et environnemental (CESE)	295
§ I. Le CESE, une institution ancienne	296
§ 2. La composition du CESE	296
§ 3. L'organisation du CESE	297
§ 4. Les fonctions du CESE	299
§ 5. Les critiques adressées au CESE	300
§ 6. Le débat sur la réforme du CESE	300

Section II	
Le Défenseur des droits	301
§ 1. Le statut du Défenseur des droits	301
§ 2. La structure du Défenseur des droits	302
§ 3. La saisine du Défenseur des droits	302
§ 4. Les missions du défenseur des droits	302
§ 5. Les pouvoirs du défenseur des droits	303
§ 6. Le défenseur des droits et les autres institutions	303
Section III	
Le Conseil supérieur de la magistrature (CSM)	304
§ 1. La composition et l'organisation du CSM	304
§ 2. Les compétences du CSM	306
§ 3. La saisine du CSM par les justiciables	307
Bibliographie	309